



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works Government Services Canada-

Bid Receiving / Réception des soumissions

189 Prince William Street

Room 405

Saint John

New Brunswick

E2L 2B9

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works Government Services Canada- Bid

Receiving / Réception des soumissions

189 Prince William Street

Room 405

Saint John

New Bruns

E2L 2B9

Title - Sujet Snow&Ice Control/Grass Armouries NB	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-16E020/A	Date 2015-12-30
Client Reference No. - N° de référence du client W0105-16E020	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWB-022-3782
File No. - N° de dossier PWB-5-38170 (022)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-02-09	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MacDonald, Sherry	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb022
Telephone No. - N° de téléphone (506) 639-3281 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 5 Engineer Svcs., BLDG B-18 5 CDSB GAGETOWN OROMCTO New Brunswick E2V4J5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**CONTRACT DE SERVICES DÉNEIGEMENT, DÉGLAÇAGE, TONTE DE PELOUSE ET
ENTRETIEN PAYSAGER MANÈGE MILITAIRE
DE BARRACK GREEN, RÉSERVE NAVALE DU NCSM NEW BRUNSWICKER
SAINT JOHN, NOUVEAU-BRUNSWICK**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Exigences en matière d'assurance
- 2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation et Méthode de Sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1. Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 6.7 Paiement
- 6.8 Instructions relative à la facturation
- 6.9 Attestations
- 6.10 Lois applicables
- 6.11 Ordre de priorité des documents
- 6.12 Contrat de défense
- 6.13 Exigences en matière d'assurance

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwb022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

LISTE DES ANNEXES :

Annexe "A"	Critères d'évaluation et méthode de sélection
Annexe "B"	Base de paiement
Annexe "C"	Exigences en matière d'assurance
Annexe "D"	List Complété des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire
Annexe "E"	Devis

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Les travaux visés par le présent marché de services consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires pour offrir des services de déneigement et de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager au manège militaire Barrack Green, 60, avenue Broadview, à Saint John, Nouveau-Brunswick, et à la Réserve navale NCSM Brunswicker, 1, voie Navy, à Saint John, Nouveau-Brunswick, au besoin et selon les prescriptions du présent document.

Le présent contrat de services sera en vigueur à partir du le 01 mai 2016 jusqu'en 31 mars 2017 et pourra être renouvelé deux fois pour une période optionnelle d'un an.

Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur, l'Accord de libre-échange nord-américain aussi bien que les Accords de libre-échange Canada-Pérou et Canada-Columbia.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du guide des CCUA

A0220T - Évaluation du prix (2014-06-26)

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent parvenir au bureau prévu à cette fin au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Toute soumission reçue en retard est renvoyée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

- (a) Tous les renseignements requis doivent être compris dans la soumission et présentés dans la forme prescrite.
- (b) Il faut préciser le numéro d'appel d'offres / numéro de projet et la description des travaux proposés.
- (c) Il faut préciser la date et l'heure de clôture de l'appel d'offres.
- (d) La soumission doit être reçue avant l'heure de clôture de l'appel d'offres à l'endroit prévu à cette fin et au NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR 506-636-4376.

NOTA : SOUMISSIONS TRANSMISES PAR TÉLÉCOPIEUR

Seule une erreur de la part du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut justifier le retard dans la transmission des soumissions par télécopieur. Aucune raison quelle qu'elle soit, comme les erreurs d'acheminement, le volume de trafic ou les perturbations météorologiques, ne peut justifier le retard dans la transmission des soumissions.

Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Suite 405
189 rue prince william
Saint John, (Nouveau-Brunswick)
E2L 2B9

NOTA : L'APPEL D'OFFRES N'EST PAS L'OBJET D'UN DÉPOUILLEMENT PUBLIC.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à

la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

(Provenant de: A3025T, 2014/06/26)

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur à l'île du Nouveau-Brunswick les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Exigences en matière d'assurance – G1007T (2011-05-16)

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C »

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable

2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation – A0285T (2012-07-16)

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Aucune soumission technique n'est requise.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

3.1.1 Clauses du Guide des CCUA

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'Évaluation et Méthode de Sélection

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation et la méthode de sélection indiqués à l'annexe A et la Base de paiement indiquée à l'annexe B. Les soumissions seront évaluées conformément au marché complet, y compris les critères d'évaluation technique et financière.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée

par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Entrepreneur doit être enregistré auprès de travail sécuritaire NB. Preuve d'un tel est requise dans les sept (7) jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur et avant l'adjudication du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

- L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat de service, y compris les gestionnaires, les superviseurs et les ouvriers. Il doit remettre cette liste au représentant du Génie dans les cinq jours ouvrables suivant le début du contrat ainsi que chaque fois qu'un changement est apporté par la suite.
- L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles que définies par la Police militaire.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « E ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2015-09-03), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 1 mai 2016 au 31 mars 2017.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwb022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Sherry MacDonald
Titre : Officier d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Adjudication de marchés immobiliers
Addressee: 189 rue Prince William, Saint John, N.-B., E2L 2B9
Téléphone : (506) 639-3281
Télécopieur : (506) 636-4376
Courriel : sherry.macdonald@tpsgc.gc.ca

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :

Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :

Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

6.6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement

La base de paiement est prévue à l'annexe "B:" et à l'article 12, Période de paiement, du document 2010C (2014-09-25), Conditions générales - services (complexité moyenne).

6.7.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiement mensuel

Clause du Guide des CCUA [H1008C](#) (2008-05-16), Paiement mensuel

6.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10, Présentation des factures, du document 2010C (2015-09-03), Conditions générales - services (complexité moyenne).

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2015-09-03);
- c) Annexe E, Besoin;
- d) Annexe B, Base de paiement
- e) toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation.
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.12 Contrat de défense

Clause du Guide des CCUA [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

6.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe "C". L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

1. Critères obligatoires

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de services, l'entrepreneur doit fournir la preuve qu'il détient une assurance responsabilité civile générale de 2 000 000 \$.
5. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service, l'entrepreneur doit fournir la preuve de la responsabilité publique et de la propriété en assurance de dommages au montant de \$2 000 000.00 conformément à la section 00 21 13, paragraphe 1.13.9 de la spécification situé à l'annexe « F ».
6. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service, l'entrepreneur doit fournir la preuve que l'entrepreneur est un motif établis Garder Service Compagnie avec un minimum de trois (3) ans d'expérience dans la neige commercial et de contrôle des glaces et de couper l'herbe/Maintenance Paysage conformément à la section 00 21 13, paragraphe 1.04.1 de la spécification situé à l'annexe « F ».
7. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service l'entrepreneur doit fournir une liste des équipements, y compris le fabricant, le modèle et la capacité. L'équipement est soumis à l'inspection et à l'approbation par le ministère de la Défense nationale (MDN) avant l'attribution du contrat de service.
8. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service, le soumissionnaire doit fournir une liste complète de tous les individus qui sont sur le conseil d'administration actuel, conformément au paragraphe 5.2.1 et à l'annexe «D».
9. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve de licence pour tous les véhicules et les opérateurs utilisés pour ce contrat de service conformément à la réglementation de la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'article 00 21 13, Paragraphe 13/01/09 de la spécification trouve à l'annexe «F».
10. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du contrat de service, le soumissionnaire doit fournir une preuve d'inscription auprès de Travail sécuritaire NB conformément à la section 00 21 13, paragraphe 1.09.2 de la spécification trouve à l'annexe «F».

2. 2007/05/25 A0069T Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwb022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Le soumissionnaire doit fournir des prix/taux fermes pour la durée du contrat pour tous les articles énumérés ci-après. Le barème des prix unitaires sera considéré comme étant la proposition financière du soumissionnaire.

Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les frais généraux, les bénéfices et toute autre obligation financière.

Les prix indiqués dans le barème des prix unitaires comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS ou de TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat.

W0105-16E020

La quantité estimée entrée dans la quatrième colonne, sur les feuilles de calcul suivantes, pour chaque article est seulement une estimation pour le service en cas de besoin et ne pas déduire toutes les quantités de cet élément sera utilisé ou que les quantités ne peuvent pas être dépassées.

NOTE: Les offres seront évaluées sur la BID TOTAL POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'contrat plus les années d'option. Cependant, toute ADJUDICATION SERA POUR LA DURÉE DE 1 mai 2016 AU 31 MARS 2017

“A” TERME: 01 MAI 2016 AU 31 MARS 2017

N o.	CLASSE DE SERVICE	U of M	Quantité Est.	Prix par Unité	Est. Prix Total
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire de Barrack Green.	Par mois	5		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de conformément à l'annexe B déglacage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe B, à la Réserve navale NCSM Brunswicker.	Par mois	5		
3	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, au manège de Barrack Green conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident	5		
4	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe B, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident.	5		
5	Taux horaire d'une chargeuse pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
6	Taux horaire d'un camion à benne tandem pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
7	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires du manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		
8.	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires de la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWB 022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

9	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse au manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
10	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
11	Taux horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
12	Taux horaire pour la fourniture d'une tondeuse rotative de 2 m de largeur, ainsi que l'opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
13	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute, estimés à 5 000 \$. L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____% Provision + Marge bénéficiaire brute = TOTAL	Provision	5,000	Marge bénéficiaire brute	\$5 000
Montant total estimé utilisé pour l'évaluation terme « A »					

“B” TERME: 01 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017

No.	CLASSE DE SERVICE	U of M	Quantité Est.	Prix par Unité	Est. Prix Total
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire de Barrack Green.	Par mois	5		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de conformément à l'annexe B déglacage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe B, à la Réserve navale NCSM Brunswicker.	Par mois	5		
3	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, au manège de Barrack Green conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident	5		

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWB 022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe B, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident.	5		
5	Taux horaire d'une chargeuse pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
6	Taux horaire d'un camion à benne tandem pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
7	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires du manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		
8.	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires de la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		
9	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse au manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
10	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
11	Taux horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
12	Taux horaire pour la fourniture d'une tondeuse rotative de 2 m de largeur, ainsi que l'opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
13	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute, estimés à 5 000 \$. L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____% Provision + Marge bénéficiaire brute = TOTAL	Provision	5,000	Marge bénéficiaire brute	\$5 000
Montant total estimé utilisé pour l'évaluation terme « B »					

“C” TERME: 01 AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018

No.	CLASSE DE SERVICE	U of M	Quantité Est.	Prix par Unité	Est. Prix Total
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglçage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire de Barrack Green.	Par mois	5		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de conformément à l'annexe B déglçage, après chaque de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe B, à la Réserve navale NCSM Brunswick.	Par mois	5		
3	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglçage, à la demande du représentant du Génie, au manège de Barrack Green conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident	5		
4	Prix par occurrence pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglçage, à la demande du représentant du Génie, à la Réserve navale NCSM Brunswick, conformément à l'annexe B, pour les mois d'octobre et d'avril.	Par incident.	5		
5	Taux horaire d'une chargeuse pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
6	Taux horaire d'un camion à benne tandem pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusque dans un dépotoir à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	150		
7	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires du manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		
8.	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires de la Réserve navale NCSM Brunswick, conformément à l'annexe D, pour les mois de mai à septembre.	Par mois	5		

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWB 022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

9	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse au manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
10	Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, à la demande du représentant du Génie.	Par incident	5		
11	Taux horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
12	Taux horaire pour la fourniture d'une tondeuse rotative de 2 m de largeur, ainsi que l'opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Per Heure	40		
13	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute, estimés à 5 000 \$. L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____% Provision + Marge bénéficiaire brute = TOTAL	Provision	5,000	Marge bénéficiaire brute	\$5 000
Montant total estimé utilisé pour l'évaluation terme « C »					

TERME "A" TOTALE	
TERME "B" TOTALE	
TERME "C" TOTALE	
GRAND-MONTANT TOTAL DU CONTRACT Y COMPRIS L'OPTION ANS	

ANNEXE «C»
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWB 022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe "D" - List complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES :

**INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE**

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0105-16E020
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0105-16E020

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PWB-5-38170

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWB 022
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE «E»
DEVIS



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
5^e ESCADRON DE SERVICES DE GÉNIE
5^e UNITÉ DE SERVICES DE GÉNIE
BS 5 DIV CA GAGETOWN**

DEVIS

**CONTRAT DE SERVICES
DÉNEIGEMENT, DÉGLAÇAGE, TONTE DE PELOUSE ET
ENTRETIEN PAYSAGER
MANÈGE MILITAIRE DE BARRACK GREEN, RÉSERVE
NAVALE DU NCSM NEW BRUNSWICKER (NOUVEAU-
BRUNSWICK)
DU 1^{er} MAI 2016 AU 31 MARS 2017**

Rédigé par

**Inspecteur des
incendies**

Officier de projet

Officier du génie

DP n°

Dossier n° L-S255-9301/6

Date : 2015-09-08

DÉFENSE NATIONALE	TABLE DES MATIÈRES	SECTION 00 01 11
DOSSIER N° L-S255-9301/6		PAGE 1
BS 5 DIV CA GAGETOWN (N.-B.)		2015-09-08

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 - Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats</u>		
00 21 13	Instructions aux soumissionnaires	9
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 35 30	Exigences en matière de santé et sécurité	2
01 35 35	Exigences en matière de sécurité-incendie du MDN	3
01 35 43	Procédures environnementales	1
<u>Annexes</u>		
Annexe A	Plan de déneigement du manège militaire Barrack Green	1
Annexe B	Plan de déneigement de la réserve navale du NCSM Brunswicker	1
Annexe C	Plan des zones gazonnées du manège militaire de Barrack Green	1
Annexe D	Plan des zones gazonnées de la réserve navale du NCSM Brunswicker	1

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent marché de services consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires pour offrir des services de déneigement et de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager au manège militaire Barrack Green et à la Réserve navale NCSM Brunswick, au besoin et selon les prescriptions du présent document.
- .2 Le manège militaire Barrack est situé au 60, avenue Broadview, à Saint John (Nouveau-Brunswick).
- .3 La Réserve navale NCSM Brunswick est située au 1, voie Navy, à Saint John (Nouveau-New Brunswick).

1.02 DURÉE DU CONTRAT

- .1 Le présent contrat de services sera en vigueur à partir du 1er mai 2016 jusqu'en mars 2017 et pourra être renouvelé deux fois pour une période optionnelle d'un an.

1.03 RÉFÉRENCES

- .1 Partie II du *Code canadien du travail*.
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991.
- .3 Code canadien de l'électricité, norme CSA C22.1-12.

1.04 QUALIFICATIONS

- .1 L'entrepreneur doit être une entreprise d'entretien ayant au moins trois (3) années d'expérience dans les services de déneigement, de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager. L'entrepreneur doit fournir à TPSGC la preuve qu'il a souscrit une telle assurance avant l'attribution du contrat de service.
- .2 Tous les opérateurs d'équipement de déneigement et de déglacage doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
- .3 Tous les opérateurs d'équipement de tonte de pelouse et d'outils de coupe doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
- .4 Tous les employés doivent avoir la formation nécessaire sur les méthodes de ravitaillement en carburant, le contrôle des déversements et l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.

1.05 REPRÉSENTANT DU GÉNIE

- .1 Dans le présent devis, le représentant du Génie est le commandant de la 5^e Unité des services du Génie ou un représentant désigné. Les coordonnées du représentant du Génie sont les suivantes :
 - Bureau des contrats
 - 5^e Unité des services du Génie
 - Bâtiment B18
 - BS 5 DIV C Gagement
 - C.P. 17000, succursale Forces
 - Oromocto (N.-B.) E2V 4J5
 - Téléphone : 506-422-2677
 - Télécopieur : 506-422-1248

1.06 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Une copie de chacun des documents suivants doit être conservée en tout temps sur les lieux du chantier :
 - .1 devis;
 - .2 addenda.

1.07 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'accès au chantier doit se faire selon les directives du représentant du Génie.
- .2 Les déplacements dans le chantier sont assujettis aux restrictions établies par le représentant du Génie.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas encombrer déraisonnablement le chantier de matériaux ou d'équipements.
- .4 L'entreposage sur place d'équipement de déneigement, de déglacage et de tonte de pelouse sera autorisé à la discrétion du représentant du Génie.

1.08 ÉLECTRICITÉ ET EAU

- .1 Le MDN peut fournir sans frais une alimentation temporaire en eau et en électricité, aux fins du présent accord.
- .2 Le représentant du Génie déterminera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'entrepreneur doit obtenir la permission écrite du représentant du Génie avant de se raccorder à l'un ou l'autre des réseaux. L'entrepreneur doit se raccorder aux installations d'alimentation électrique déjà en place conformément au Code canadien de l'électricité, CSA C22.1-12.
- .3 La fourniture de services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du MDN et peut être interrompue en tout temps par le représentant du Génie, sans préavis ni responsabilité liée aux dommages ou aux retards causés par le retrait de ces services temporaires.

1.09 CODES ET NORMES

- .1 L'entrepreneur doit observer et faire respecter les règles de sécurité prescrites en vertu de la Partie II du *Code canadien du travail*, et à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de Travail sécuritaire NB. L'entrepreneur doit fournir à TPSGC la preuve qu'il a souscrit une telle assurance avant l'attribution du contrat de service.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relativement à l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses. Il doit aussi satisfaire aux exigences relatives à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques de produits devant répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.
- .4 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger et éviter d'endommager tout véhicule, arbre et structure ainsi que toute propriété et installation environnante. Les dommages causés par l'entrepreneur doivent être réparés sans retard injustifié, à la satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur sera responsable des dommages causés à un véhicule.
- .5 Les travaux doivent aux exigences (ou les dépasser) précisées dans les normes, les codes et les documents de référence pertinents. En cas de divergence entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés faisant autorité, la disposition la plus stricte s'applique.

1.10 Structures temporaires

- .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout le matériel temporaire nécessaire à la bonne exécution des travaux, comme les échelles, les rampes, les échafaudages, les treuils, les goulottes, etc.
- .2 Les structures temporaires érigées par l'entrepreneur demeurent sa propriété; il devra les retirer du chantier à la fin des travaux.

1.11 NETTOYAGE

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit retirer tout le matériel restant et les débris. Il doit laisser le lieu de travail propre et en bon état, à la satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur ne doit pas retirer du chantier du matériel ou de l'équipement récupérables sans l'autorisation du représentant du Génie.

1.12 PORTÉE DES TRAVAUX

- .1 Les services de déneigement et de déglacage comprendront au moins ce qui suit :
 - .1 enlever la neige et épandre un mélange de déglacage sur les routes, les aires de stationnement, les parcs de stationnement, autour des bornes d'incendie, sur les entrées de porte et les allées comprises dans l'aire ombrée en gris présentée aux annexes A et B après chaque

- chute de neige ou de verglas, ou selon les besoins, du mois de novembre au mois de mars;
- .2 enlever la neige et épandre un mélange de déglacage sur les routes, les aires de stationnement, les parcs de stationnement, autour des bornes d'incendie, sur les entrées de porte et les allées comprises dans l'aire ombrée en gris présentée aux annexes A et B à la demande du représentant du Génie, pour les mois d'octobre et d'avril;
 - .3 enlever la neige des propriétés du MDN et l'évacuer à un site approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.
- .2 Le mélange de déglacage doit consister en un sac de 9,7 kg de chlorure de calcium et d'un sac de 9,7 kg de chlorure de sodium pour chaque 0,75 m³ de sable. L'épandage doit se faire à un taux de 60 à 120 ml/m².
- .3 Il incombe à l'entrepreneur d'assurer, en tout temps, une circulation sécuritaire des véhicules et des piétons à l'intérieur des zones indiquées aux annexes A et B, du mois de novembre au mois de mars, sept (7) jours par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.
- .4 L'entrepreneur devra installer des balises à neige aux endroits où des objets se trouvant dans la zone de service pourraient nuire aux activités de déneigement et de déglacage ou pourraient être endommagés par de l'équipement.
- .1 Les balises à neige doivent être installées avant que le sol ne gèle et bien avant la première chute de neige prévue.
 - .2 Les balises à neige doivent être en bois ou en métal et doivent être suffisamment longues pour se prolonger au-delà de l'épaisseur de neige attendue dans le secteur. La partie supérieure de la balise (150 mm) doit être peinte, indiquée par un drapeau, un ruban ou dotée d'un délinéateur de couleur pour assurer une meilleure visibilité.
 - .3 Tous les objets se trouvant dans la zone des travaux qui pourraient être recouverts de neige doivent être indiqués par une balise à neige. Il s'agit notamment de ce qui suit : bornes d'incendie, caniveaux, sections isolées de bordures, bassins collecteurs, puisards d'entrée et autres ouvrages de drainage.
 - .4 L'entrepreneur doit surveiller les balises à neige pendant toute la saison et les remplacer s'il y a lieu. Les balises à neige devront être retirées à la fin de la saison hivernale.
- 5 L'entrepreneur devra réparer tout dommage aux structures, aux propriétés et aux installations avoisinantes causé par son matériel de déneigement à la fin de la saison de déneigement. Cela comprend également l'enlèvement du sable, des pierres et des débris des zones gazonnées et la réparation des dommages à la pelouse.
- .6 L'entrepreneur doit retirer le sable, les pierres et les débris accumulés sur les routes, les aires stationnements, les enceintes de véhicules, autour des bornes d'incendie, dans les entrées de porte et les voies piétonnières à la fin de la saison de déneigement.
- .7 Les services de tonte de pelouse comprendront au moins ce qui suit :
- .1 tonte de la pelouse à 75 mm de hauteur;
 - .2 taille des bordures à 75 mm de hauteur;
 - .3 enlever les résidus de tonte des trottoirs et des zones revêtues en dur;
 - .4 nettoyer toutes les zones comprises dans l'aire ombrée en gris

présentée aux annexes C et D.

- .8 L'entrepreneur doit effectuer les travaux suivants :
 - .1 tondre la pelouse toutes les deux semaines entre la mi-mai et la fin du mois de septembre dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe B;
 - .2 tailler la pelouse et les mauvaises herbes le long des bâtiments, des clôtures (des deux côtés), des bornes d'incendie, des poteaux, des poteaux de chauffe-moteur pour véhicules, des panneaux, des plates-bandes et des massifs de fleurs, des haies, des arbres et de tout autre obstacle physique compris dans l'aire ombrée en gris présentée aux annexes C et D.
- .9 La taille doit être effectuée dans un délai de quatre (4) heures après la tonte de la pelouse.
- .10 Enlever les débris qui se trouvent sur la pelouse et les jeter dans la benne à ordures sur le site avant d'effectuer les travaux de tonte et de taille.
- .11 L'entrepreneur doit s'assurer que les résidus de tonte ne sont pas rejetés sur les routes, les trottoirs et les plates bandes.
- .12 L'entrepreneur doit tondre le gazon dans le fond des fossés et sur les pentes à une hauteur de 75 mm.
- .13 Exécuter les travaux de déneigement, de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager à l'entière satisfaction du représentant du Génie.

1.13 EQUIPMENT

- 1 L'entrepreneur doit fournir une main d'œuvre et de l'équipement en quantité suffisante pour effectuer les travaux de déneigement et de déglacage et pour assurer une bonne adhérence dans toutes les aires indiquées à l'annexe A trois (3) heures après une chute de neige ou de verglas, ou au besoin.
- .2 En plus de la soumission, l'entrepreneur doit fournir une liste du matériel qu'il prévoit utiliser pour effectuer le déneigement et le déglacage. La liste doit indiquer le nom du fabricant, le modèle et la capacité du matériel.
 - .1 La machinerie employée pour le déneigement et le déglacage doit posséder les caractéristiques minimales suivantes :
 - .1 chargeuse Caterpillar 926M ou machine équivalente, avec une puissance nominale utilisable de 148 hp, un godet à l'avant (d'un volume minimal de 1,9 m3) et une souffleuse à l'arrière (d'une largeur minimale de 152 cm);;
 - .2 camion à benne tandem d'un volume de 8 m3;;
 - .3 camion de ¾ de tonne à quatre roues motrices servant de chasse-neige muni d'une sableuse capable d'étendre le mélange de déglacage indiqué à l'article 1.12.2;;
 - .4 souffleuse poussée de 10 hp ou plus.
- .3 L'entrepreneur doit fournir une main d'œuvre et de l'équipement en quantité suffisante pour tondre la pelouse dans toutes les zones indiquées à l'annexe B, dans un délai d'un (1) jour civil.
- .4 En plus de la soumission, l'entrepreneur doit fournir une liste du matériel qu'il prévoit utiliser pour effectuer la tonte de pelouse. La liste doit

- indiquer le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
- .5 On doit pouvoir régler et ajuster les tondeuses sur place pour tondre la pelouse à la hauteur prescrite dans le devis. Tous les dispositifs de protection du matériel doivent toujours être entretenus et utilisés selon les directives du fabricant. Il est interdit d'utiliser des tondeuses qui arrachent ou endommagent la pelouse.
 - .6 Avant la signature du contrat, l'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires avec le représentant du Génie pour faire inspecter le matériel. Si ce dernier ne répond pas aux exigences du représentant du Génie, l'entrepreneur devra remplacer le matériel, à la satisfaction du représentant du Génie, avant l'attribution du contrat.
 - .7 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de service doivent être immatriculés et les conducteurs doivent détenir les permis requis conformément aux règlements pertinents du Nouveau Brunswick. La preuve à cet effet doit être fournie à TPSGC avant l'attribution du contrat.
 - .8 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de service seront inspectés conformément aux règlements pertinents de la province du Nouveau Brunswick.
 - .9 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de service doivent être couverts par une assurance de responsabilité civile et contre les dommages matériels d'une valeur minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$). L'entrepreneur doit fournir à TPSGC la preuve qu'il a souscrit une telle assurance avant l'attribution du contrat de service.
 - .10 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de service doivent être dotés de phares, d'un klaxon, de clignotants, de rétroviseurs, d'un avertisseur sonore de recul et d'un gyrophare rotatif sur 360 degrés monté sur le toit du véhicule.
 - .11 Tout l'équipement doit être maintenu en excellente condition, en tout temps, pendant toute la durée du contrat de service. L'équipement doit être inspecté régulièrement et doit être entretenu conformément aux exigences du représentant du Génie.

1.15 QUANTITÉS ET BASE DE PAIEMENT

- .1 L'entrepreneur sera rémunéré en vertu du présent contrat de service en fonction du prix unitaire et d'un taux horaire. Les sommes correspondent à tout ce que l'entrepreneur fournit ou réalise dans le cadre des travaux, et l'entrepreneur les reconnaîtra comme telles.
- .2 Conformément au présent devis, l'entrepreneur doit soumettre ses prix unitaires et ses taux horaires. Ces prix doivent comprendre la supervision, les frais, les outils, le matériel, le transport (le temps de déplacement en direction et en provenance du centre des opérations de l'entrepreneur doit être compris dans les taux fournis) et les profits.
 - .1 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage

- d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire de Barrack Green. **Quantité garantie : cinq (5).**
- .2 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou de verglas, ou au besoin, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe B, à la Réserve navale NCSM Brunswicker. **Quantité garantie : cinq (5).**
- .3 Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, au manège militaire de Barrack Green, conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril. **Quantité estimative : deux (2).**
- .4 Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande du représentant du Génie, à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril. **Quantité estimative : deux (2).**
- .5 Taux horaire d'une chargeuse pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusqu'à un dépôt à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : (150 heures)**
- .6 Taux horaire d'un camion à benne tandem pour transporter la neige à partir de la propriété du MDN jusqu'à un dépôt à neige autorisé par la Province, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : (150 heures)**
- .7 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires du manège militaire de Barrack Green conformément à l'annexe C, pour les mois de mai à septembre. **Quantité garantie : cinq (5 mois).**
- .8 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les aires de la Réserve navale NCSM Brunswicker conformément à l'annexe D, pour les mois de mai à septembre. **Quantité garantie : cinq (5 mois).**
- .9 Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse au manège militaire de Barrack Green, conformément à l'annexe C, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : cinq (5).**
- .10 Prix unitaire pour les services de tonte de pelouse coupe et la taille de la pelouse à la Réserve navale NCSM Brunswicker, conformément à l'annexe D, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : cinq (5).**
- .6 Taux horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : quarante (40) heures.**
- .7 Taux horaire pour la fourniture d'une tondeuse rotative de 2 m de largeur, ainsi que l'opérateur, à la demande du représentant du Génie. **Quantité estimative : quarante (40) heures.**
- .3 Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de majoration. L'entrepreneur doit soumettre toutes les factures des matériaux en tant que documents pertinents lorsque

- les travaux sont exécutés. Aux fins de l'appel d'offres, l'entrepreneur doit soumettre le pourcentage de majoration sur les matériaux. Somme estimative : cinq mille dollars (5 000 \$).
- .4 Il se peut que les quantités indiquées ci-dessus augmentent ou diminuent. Elles servent uniquement de guide pour l'appel d'offres. Elles ne sont pas garanties et l'entrepreneur ne peut facturer de pertes de bénéfices anticipés en fonction de celles-ci.
- .5 Le temps facturé ainsi que le prix prévu au contrat peuvent faire l'objet d'une vérification comptable par le gouvernement, et ce, avant et après le paiement effectué aux termes du présent contrat de service.
- .6 Pour les services de déneigement et de déglacage, l'entrepreneur doit être disponible sept (7) jours par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.
- .7 Pour les services de tonte de pelouse, l'entrepreneur doit être disponible huit (8) heures par jour pendant les heures normales de travail, soit entre 7 h 30 et 16 h, et ce, cinq (5) jours par semaine, du lundi au vendredi inclusivement.
- .8 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie le numéro de téléphone ou le lieu où lui ou son représentant peuvent être joints en tout temps.
- .9 Une fois la soumission acceptée, le représentant du Génie communiquera avec l'entrepreneur pour lui fournir par écrit la liste des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées, comme les occupants du bâtiment, exposent l'entrepreneur à un refus de paiement.
- .10 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par le représentant du Génie et doit fournir le service dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'appel. Lorsqu'un service supplémentaire est requis, la personne autorisée avisera l'entrepreneur et précisera le travail qui doit être effectué.
- .11 L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie ou la personne autorisée de son arrivée et de son départ et signer le registre au début et à la fin de chaque journée de travail.
- .12 Chaque mois, l'entrepreneur doit présenter une facture détaillant tous les frais. La facture doit préciser le type de services offerts, le lieu et le taux horaire. De plus, la facture doit indiquer le numéro de contrat, le numéro de commande et le numéro de la demande de travaux. Toutes les factures pour des travaux supplémentaires doivent préciser les noms des techniciens, les dates et les heures auxquelles ils ont travaillé.

1.16 COTE DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les conducteurs et les manœuvres. Il doit remettre cette liste au représentant du Génie sur demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le

représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles que définies par la Police militaire.

- .3 Conformément aux procédures de sécurité, l'entrepreneur doit fournir, à ses frais, au représentant du Génie et à la demande de celui-ci, une copie du certificat de police canadien pour chaque employé devant travailler en vertu du présent contrat de service.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 *Code canadien du travail*, Partie II, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991.
- .3 Code national du bâtiment - Canada 2010.

1.02 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément aux mesures de sécurité du Code national du bâtiment - Canada 2010, de la Partie II du *Code canadien du travail*, de la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, L.N.-B., et de Travail sécuritaire NB; en cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans ces documents, la disposition la plus stricte s'appliquera.

1.03 RESPONSABILITÉ

- .1 L'entrepreneur a la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier. Il doit aussi assumer toutes les responsabilités de protection des biens et de l'environnement, sur le chantier et aux alentours, dans la mesure où ils pourraient être touchés par l'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses employés toutes les exigences en matière de sécurité prescrites par les documents contractuels, par les ordonnances, les arrêtés et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables, ainsi que par le plan de santé et de sécurité propre au chantier élaboré par l'entrepreneur.
- .3 Conformément à la Partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur de fournir un plan de santé et sécurité particulier au chantier, y compris une marche à suivre pour entrer dans les espaces clos si le représentant du Génie juge que des travaux sont effectués dans un espace clos. Les travaux ne doivent pas être entrepris avant que le plan de santé et de sécurité ait été approuvé par le représentant du Génie.
- .4 La 5^e Unité des services du Génie de la BS 5 Div CA Gagetown a prévu des mesures de cadenassage et d'étiquetage pour éviter qu'un système électrique ou mécanique soit mis en marche par mégarde et cause des blessures à quiconque se trouverait à proximité du système ou serait en train d'y travailler. L'entrepreneur doit respecter les cadenas et étiquettes en place. Ne jamais retirer de force ces cadenas et étiquettes. Si l'entrepreneur a besoin de faire ouvrir un cadenas ou d'enlever une étiquette pour effectuer une tâche, il doit en faire la demande auprès du représentant du Génie.
- .5 Conformément à la Partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur de recourir à son propre programme de cadenassage et d'étiquetage pour s'assurer que l'équipement n'est pas mis en service par

d'autres membres du personnel lors des travaux sur l'équipement ou à proximité de ce dernier.

- .6 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés. Les employés doivent porter un casque et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.04 RISQUES IMPRÉVUS

- .1 Afin de pallier les situations imprévues où il devient évident qu'un facteur, un risque ou une particularité compromet la sécurité durant l'exécution d'une tâche, l'entrepreneur doit établir des mesures visant à permettre à ses employés d'exercer leur droit de refuser d'exécuter cette tâche en vertu des dispositions prévues dans les lois et règlements du Nouveau-Brunswick. L'entrepreneur doit aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit de toute situation où un employé décide d'exercer ce droit.

1.05 CORRECTION DES PROBLÈMES DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, en matière de santé et de sécurité, par l'autorité compétente ou par le représentant du Génie.
- .2 Remettre au représentant du Génie un rapport écrit des correctifs apportés aux situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Génie peut ordonner l'arrêt des travaux si les situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité ne sont pas corrigées.

1.06 INTERRUPTION DES TRAVAUX

- .1 Accorder la priorité à la sécurité et à la santé du public et du personnel sur place de même qu'à la protection de l'environnement plutôt qu'à des facteurs relatifs aux coûts et au calendrier des travaux.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MARCHE À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE

- .1 L'entrepreneur doit connaître l'emplacement du déclencheur manuel d'alarme et du téléphone le plus près, ainsi que le numéro à composer en cas d'urgence.
- .2 On doit signaler tout incendie sur-le-champ au Service d'incendie de la façon suivante :
 - .1 en téléphonant au 911.
- .3 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment et l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.02 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE INTERIEURS ET EXTERIEURS

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection ne doivent en aucun cas :
 - .1 être obstrués;
 - .2 être fermés;
 - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que le chef du Service d'incendie ou son représentant ait été avisé et qu'il ait donné son autorisation.
- .2 À moins que le chef du Service d'incendie l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre l'incendie.

1.03 EXTINCTEURS D'INCENDIE

- .1 L'entrepreneur doit fournir le nombre d'extincteurs déterminé par le chef du Service d'incendie pour protéger les travaux en cours et les installations physiques du lieu de travail.

1.04 ENTRAVE À LA CIRCULATION

- .1 Informer le chef du Service d'incendie de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre l'incendie, de tout non-respect de la hauteur libre minimale qu'il aura prescrite, de la mise en place de barrières et de l'exécution de travaux d'excavation.

1.05 INTERDICTION DE FUMER

- .1 L'entrepreneur doit respecter les politiques relatives à l'usage du tabac en tout temps.

1.06 REBUTS ET DÉCHETS

- .1 Les rebuts et déchets doivent être réduits au minimum.
- .2 Il est interdit de brûler des rebuts.

- .3 Enlèvement des déchets
 - .1 L'entrepreneur doit éliminer tous les rebuts du lieu de travail à la fin de la journée ou d'une période de travail, ou conformément aux directives.
- .4 Stockage
 - .1 Entreposer les déchets ou les matériaux huileux dans des récipients approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.
 - .2 Déposer les linges imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée dans des récipients approuvés, puis les éliminer.

1.07 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 Les liquides combustibles et inflammables doivent être manutentionnés, entreposés et utilisés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies (CNPI) du Canada en vigueur.
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 L d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 L de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du Service d'incendie.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les quais de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Les liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, le naphte ou l'essence par exemple, ne doivent pas être utilisés comme diluants ni comme produits de nettoyage.
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'élimination de ces produits au Service d'incendie.

1.08 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du CNPI.
- .2 Obtenir du chef du Service d'incendie un permis de « travail à chaud » pour exécuter, à l'intérieur de bâtiments ou d'installations, des opérations de soudage, de brûlage ou utilisant des lampes à souder ou des appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés de l'équipement d'extinction

approprié. Le chef du Service d'incendie délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le chef du Service d'incendie lors de la réunion précédant le début des travaux.

- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du Service d'incendie de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.09 RENSEIGNEMENTS ET/OU PRÉCISIONS

- .1 Transmettre toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service d'incendie par l'entremise du représentant du Génie.

1.10 INSPECTION DE PRÉVENTION DES INCENDIES

- .1 Les inspections du chantier par le chef du Service d'incendie seront coordonnées par le représentant du Génie.
- .2 Donner au chef du Service d'incendie un accès libre au chantier.
- .3 Collaborer avec le chef du Service d'incendie au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRALITÉS

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour que son entreprise et ses employés se conforment aux lois en vigueur et protègent l'environnement.

1.02 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur les lieux sont interdits.

1.03 ENLÈVEMENT DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les rebuts et déchets sur les lieux, à moins d'en avoir obtenu l'approbation du représentant du Génie.
- .2 Il est interdit de déverser des déchets et des matières volatiles, notamment des essences minérales, de l'huile ou du diluant dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires.

1.04 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS

- .1 L'entrepreneur doit avoir en sa possession l'équipement suffisant pour procéder au nettoyage du déversement de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. mousses, carburants, huiles, lubrifiants, etc.).

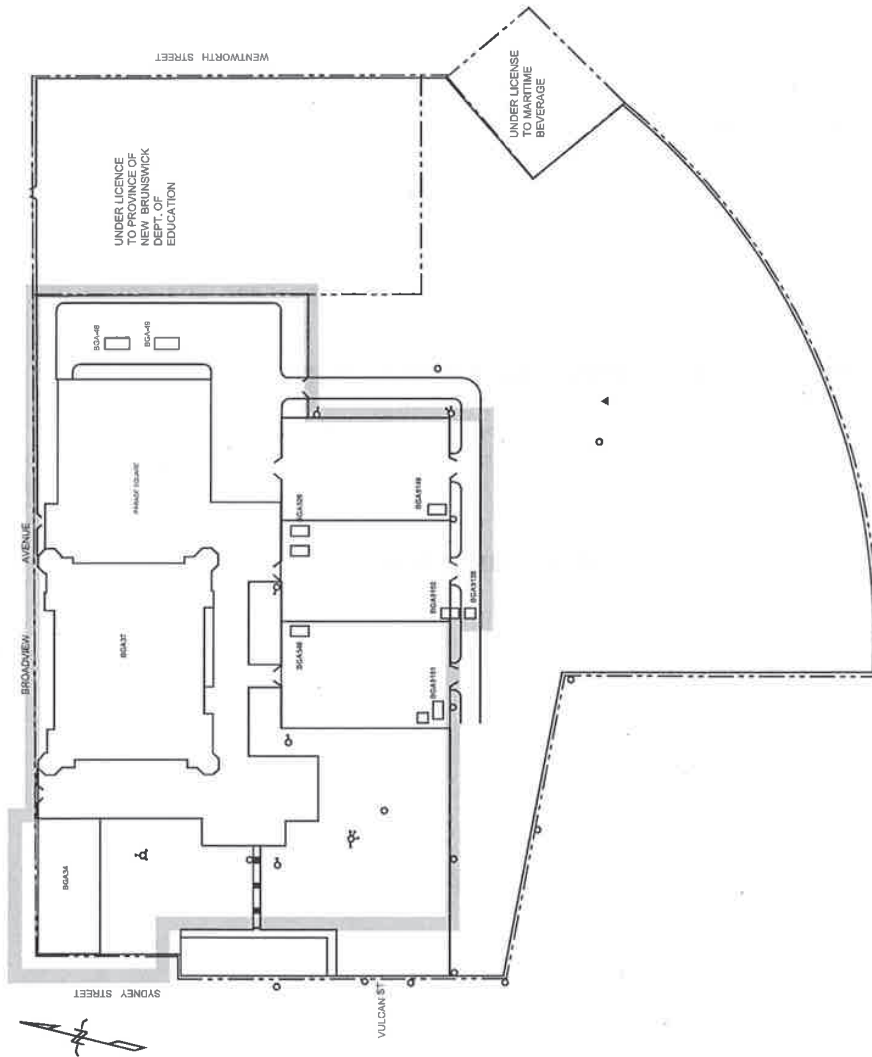
FIN DE LA SECTION



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ANNEX A



LEGEND

AREA OF SNOW & ICE
CONTROL BOUNDARY
LINE

PROPERTY LINE

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL /
PROJET: LANDSCAPE MAINTENANCE
SUBJECT: SAINT JOHN ARMOURIES
SUJET: BARRACK GREEN ARMOURY
-SNOW & ICE CONTROL
SITE PLAN

DATE: 2015/09/08

APPROVED:
APPROUVE
PAR:

SCALE: NTS
ÉCHELLE:

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:

NO. DESSIN:

SC

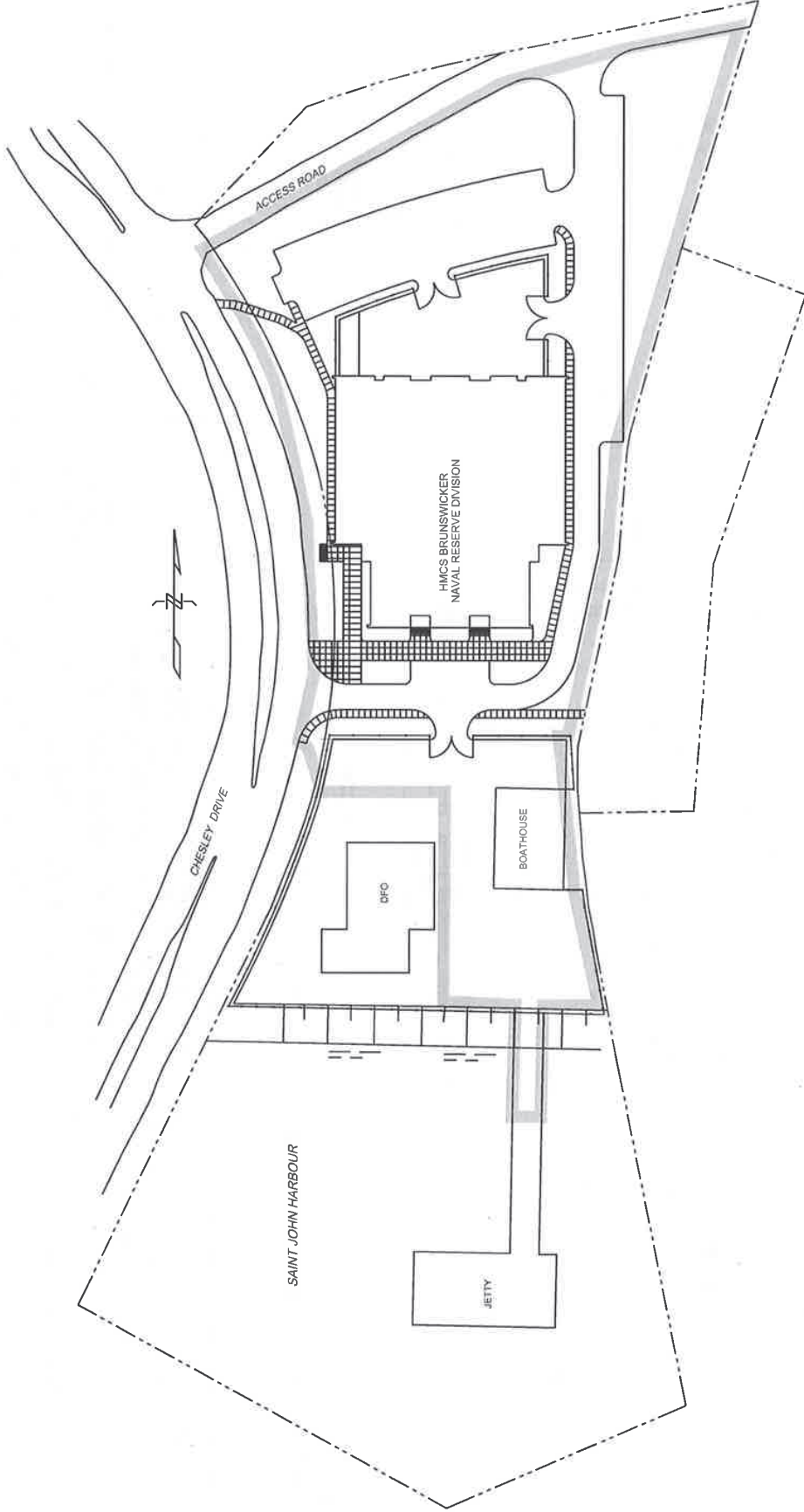
1
of 4



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ANNEX B



LEGEND

AREA OF SNOW & ICE
CONTROL BOUNDARY
LINE

PROPERTY LINE

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL /
PROJET: LANDSCAPE MAINTENANCE
SAINT JOHN ARMOURIES
SUBJECT: HMCS BRUNSWICKER
SUJET: -SNOW AND ICE CONTROL
SITE PLAN

DATE: 2015/09/08

APPROVED:
APPROUVÉ
PAR:

SCALE:
ÉCHELLE: NTS

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:
NO. DESSIN:

SC

2

of 4

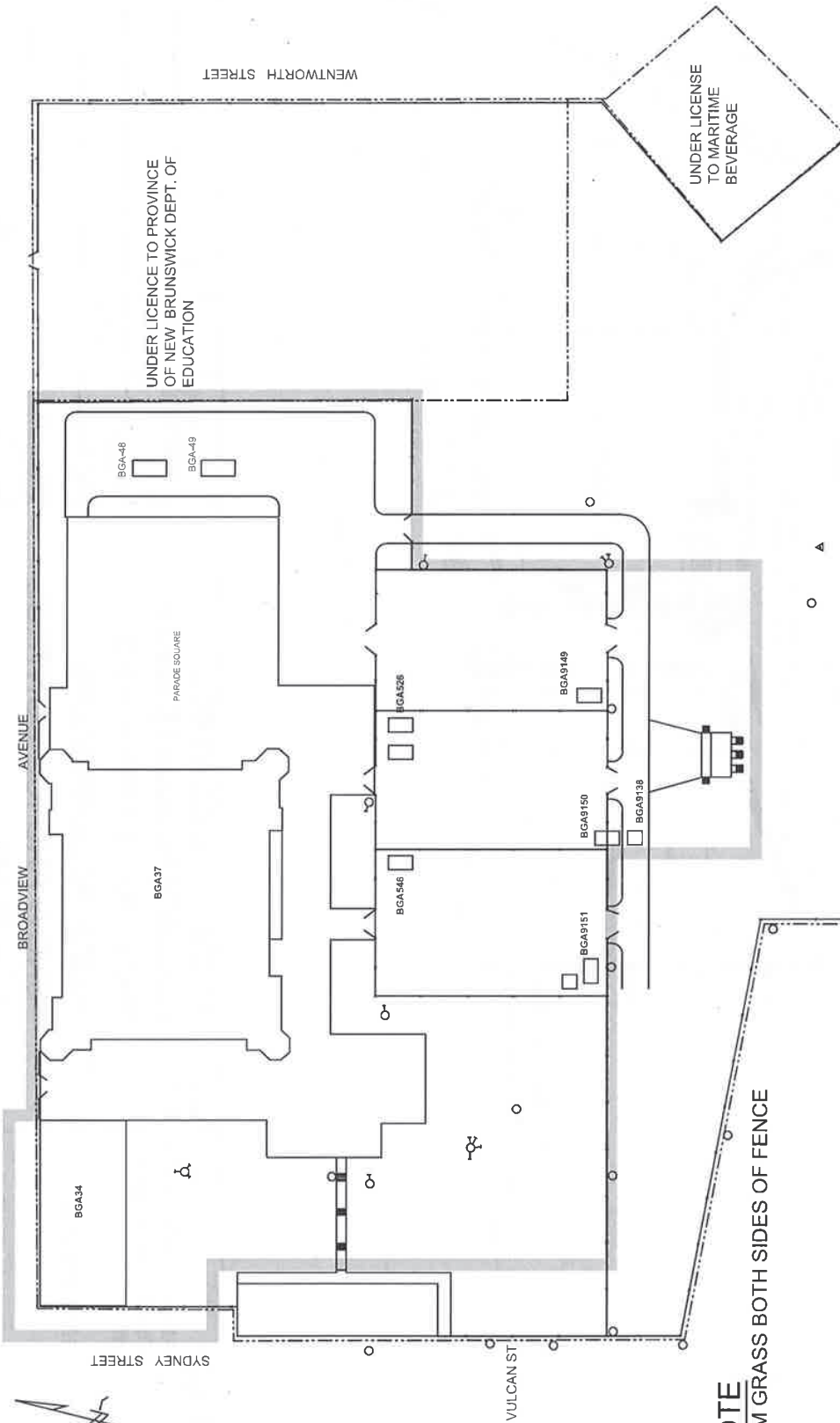
L-S2555-9301/6



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ANNEX C



LEGEND

- AREA OF GRASS CUTTING BOUNDARY LINE
- PROPERTY LINE

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL /
LANDSCAPE MAINTENANCE
SUBJECT: SAINT JOHN ARMOURIES
BARRACK GREEN ARMOURY
LANDSCAPE MAINTENANCE
SITE PLAN
DATE: 2015/09/08

APPROVED: APPROUVE PAR.
SCALE: N.T.S.
WBS NO.:
NO. OTP:
PF NO.:
NO. DP:
DWG NO.:
NO. DESSIN:



CHESLEY DRIVE

ACCESS ROAD

HMCS BRUNSWICKER
NAVAL RESERVE DIVISION

DFO

BOATHOUSE

NOTE

TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE

LEGEND

- AREA OF GRASS CUTTING BOUNDARY LINE
- PROPERTY LINE

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL /
LANDSCAPE MAINTENANCE
PROJECT: SAINT JOHN ARMOURIES
SUBJECT: HMCS BRUNSWICKER
SUBJECT: LANDSCAPE MAINTENANCE
SITE PLAN
DATE: 2015/09/08

APPROVED: APPROUVÉ
PAR: N.T.S.
SCALE: ÉCHELLE:
WBS NO.:
NO. OTP:
PF NO.:
NO. DP:
DWG NO.:
NO. DESSIN:

SC

4
of 4

L-S255-9301/6

